



Mapping de l'engagement de la diaspora TUNISIE

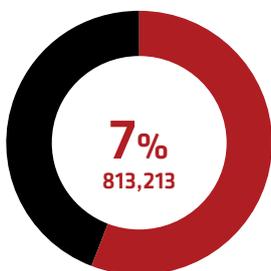
Faits et chiffres

Émigration

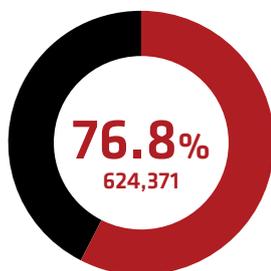
% d'émigrants dans la population totale



Nombre d'émigrants dans l'UE



♂ 56.1%
♀ 43.9%



♂ 57.7%
♀ 42.3%



% des transferts de fonds dans le produit intérieur brut total : **4.5%**
Transferts de fonds (en millions de dollars US) : **3,092**



Principaux pays de destination

France	427,897
États-Unis	130,541
Italie	109,387
Allemagne	38,220
Israël	22,894



Droits politiques



Double nationalité¹



Droit de vote aux élections nationales pour les citoyens résidant à l'étranger²



Vote depuis l'étranger :

Dans les ambassades/consulats



Terminologie: La Tunisie appelle sa diaspora "Tunisiens à l'étranger" (en arabe : التونسيون المقيمون في الخارج *al-tūnisiyyūn fi-l-khārij* ; également الجالية التونسية *al-jāliyyah al-tūnisiyyah*; en français : *tunisiens résidents à l'étranger*), bien que le terme de diaspora soit également utilisé dans certains contextes.

La Tunisie n'a pas de politique d'engagement de la diaspora.

1 Code de la Nationalité Tunisienne de 1963, disponible sur : <https://www.ecoi.net/en/file/local/2022022/5e00d4e64.pdf>. L'amendement n° 93-74 du 12 juillet 1993 a modifié le Code du Statut Personnel pour donner à l'épouse le droit de transmettre son patrimoine et sa nationalité aux enfants dans la même mesure que le mari, même si elle est mariée à un étranger, avec l'accord de son père. Cette mesure est importante pour la diaspora, car elle permet aux femmes de transmettre la nationalité tunisienne à leurs enfants. Ce changement juridique est antérieur de plus d'une décennie à une législation similaire dans d'autres États d'Afrique du Nord. Texte complet disponible en français à l'adresse suivante : <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/73374/74946/F-1287339442/TUN-73374.pdf>

2 Tunisians abroad have had the right to vote in presidential elections since 1988, and in parliamentary elections since 2011. Version consolidée de la loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014, relative aux élections et référendums telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2019-76 du 30 août 2019: <https://legislation-securite.tn/fr/node/44286>.

Pour plus d'informations, voir Jaulin, T. (2016), "Geographies of external voting : the Tunisian elections abroad since the 2011 Uprising", *Comparative Migration Studies* 4, 14.

Aperçu du cadre politique et législatif



- 2014** ● **La loi organique n° 2014-16, relative aux élections et aux référendums**, est le résultat des demandes des Tunisiens à l'étranger pour plus de droits politiques, c'est-à-dire le droit de devenir représentants à l'Assemblée, et le droit pour les doubles nationaux de devenir Président.³ Le nombre de représentants de la diaspora au sein du Parlement tunisien est proportionnel à la taille de la diaspora, ce qui rend la Tunisie unique à cet égard.⁴
- 2016** ● **Le plan national de développement 2016-2020⁵** définit un certain nombre de mesures relatives à l'engagement des diasporas, notamment : le renforcement des liens avec les organisations et les communautés de la diaspora à l'étranger ; la protection des droits de l'homme des tunisiens à l'étranger dans leur pays de résidence, y compris les accords sur la protection sociale internationale ; et la création de nouvelles possibilités de transfert de compétences et d'expérience, en particulier en termes de transfert de technologie et d'investissement de la diaspora. Elle comprend un objectif visant à faire passer le pourcentage de Tunisiens à l'étranger prenant leurs vacances annuelles dans le pays de 5 % à 30 % d'ici 2020.⁶
- 2017** ● **La stratégie nationale de migration⁷** a été élaborée pour la première fois en 2012, lorsque la Tunisie a entrepris une série de consultations qui ont abouti à la première version de la stratégie nationale de migration. Un processus de consultation a été lancé en juillet 2017 avec divers partenaires nationaux et internationaux, y compris la diaspora.⁸ L'état actuel de sa mise en œuvre reste incertain. L'un des cinq piliers de la stratégie est le "développement humain et l'inclusion sociale", qui comprend des objectifs liés à la protection des droits et des intérêts des migrants tunisiens et au renforcement des liens entre eux et avec la Tunisie, au renforcement de la contribution de la migration au développement socio-économique aux niveaux local, régional et national, et à la promotion de la migration régulière des tunisiens. La stratégie reconnaît également que la réforme de la gouvernance et le renforcement des institutions sont des priorités pour permettre la réalisation de ces objectifs.

» Tendances

Historiquement, la politique migratoire tunisienne a eu tendance à se concentrer sur la gestion de la diaspora et la fourniture de services sociaux à ce groupe, ainsi que sur le contrôle de la migration de main-d'œuvre. L'approche de la Tunisie était largement considérée comme transactionnelle par les tunisiens et par les États de l'UE.⁹ Malgré cela, les tunisiens de la diaspora ressentent une forte motivation à contribuer au processus de développement dans leur pays d'origine, et beaucoup choisissent d'investir et d'ouvrir des entreprises dans leurs villages d'origine.¹⁰

L'*Office des Tunisiens à l'Etranger (OTE)*, au sein du Ministère des Affaires Sociales, de la Solidarité et des Tunisiens à l'Etranger, a été initialement créé en 1988 pour promouvoir

3 Loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014, relative aux élections et référendums, available at: <http://www.isie.tn/wp-content/uploads/2018/01/Loi-Organique-n%C2%B02014-16.pdf>.

4 Jaulin, Thibaut (2016). Géographies du vote externe : les élections tunisiennes à l'étranger depuis l'insurrection de 2011, Études comparatives des migrations, Springer 2016". Études comparatives sur les migrations 4. Les élections de 2019 ont vu 18 sièges réservés aux députés représentant la communauté tunisienne à l'étranger, voir http://www.migrationpolicycentre.eu/docs/migration_profiles/Tunisia.pdf ; http://www.xinhuanet.com/english/2019-10/04/c_138448615.htm

5 Le texte intégral est disponible (en arabe uniquement) à l'adresse suivante : http://www.mdci.gov.tn/wp-content/uploads/2017/02/Note_d_Orientation_2016_2020_VF.PDF

6 Ibid.

7 Texte intégral disponible à l'adresse suivante : http://ote.nat.tn/wp-content/uploads/2018/05/SNM_FRA_FINALE.pdf

8 <http://ote.nat.tn/la-strategie-nationale-migratoire-snm-2017/>

9 Voir, entre autres, Poussel, S (2017:205-220), "Tunisia and its diaspora : between protection and control" in Agnieszka WEINAR (ed.), Emigration and diaspora policies in the age of mobility, Cham : Springer ; et Cohen-Hadria (Ed) et al (2018), , Le partenariat privilégié UE-Tunisie - Et maintenant ? Etude politique conjointe EUROMESCO. Disponible à l'adresse suivante : https://www.euromesco.net/wp-content/uploads/2018/04/EuroMeSCo-Joint-Policy-Study_EU-Tunisia-Partnership.pdf

10 Delahaye S.G., Tejada G. (2019) Transnational Investments of the Tunisian Diaspora : Trajectories, Skills Accumulation and Constraints. Dans : Elo M., Minto-Coy I. (eds) Diaspora Networks in International Business. Contributions à la science de la gestion. Springer, Cham

l'identité nationale et soutenir l'intégration des migrants tunisiens à l'étranger.¹¹ Suite au lancement du programme présidentiel tunisien en 2009, les politiques stratégiques se sont de plus en plus orientées vers le développement national, notamment la fourniture de services sociaux et culturels à la diaspora, ainsi que les avantages économiques des transferts de fonds et des investissements, les réseaux d'affaires et le transfert de connaissances.¹²

La révolution de 2011 - influencée et soutenue par les contributions et l'activisme de la diaspora - a été l'occasion d'un changement de direction, et de nouvelles structures et politiques ont été introduites. Après les élections de 2011, le nouveau gouvernement a reconnu les contributions potentielles de la diaspora tunisienne aux efforts de développement national en créant un département spécifique des migrations au sein du ministère des affaires sociales.¹³

En plus des nouveaux services offerts par l'OTE, le gouvernement a cherché à introduire de nouveaux outils de collecte de données (tels qu'un registre des professionnels de l'étranger), et des organismes de recherche, en particulier l'*Observatoire national pour la migration*, afin de contribuer au développement d'une base de preuves concernant cette priorité clé de la stratégie nationale (voir la section « Spotlight »).

Lors des consultations sur le budget 2019 du ministère des affaires sociales, les représentants à l'assemblée nationale ont fait valoir que les ressources allouées aux programmes ciblant la diaspora étaient insuffisantes et ont appelé à une stratégie nationale spécifique pour la communauté tunisienne à l'étranger afin de stimuler le développement économique du pays.¹⁴

Obstacles



- **Manque de confiance** : Historiquement, il y a eu un manque de confiance dans les structures gouvernementales pour l'engagement de la diaspora, car celles-ci étaient perçues comme étant liées à l'accent mis par le gouvernement sur le contrôle de l'émigration. La révolution de 2011 a permis de faire table rase à cet égard, en créant des opportunités beaucoup plus importantes pour l'engagement de la diaspora. Toutefois, la diaspora continue de s'inquiéter du fait que le ministère des affaires sociales soit l'organisme responsable de l'engagement de la diaspora en raison de cet héritage, et des appels ont été lancés pour la création d'un ministère dédié à la diaspora.
- **La mauvaise coordination** entre les institutions responsables des questions relatives aux diasporas continue d'être un obstacle à un engagement plus efficace de la diaspora, malgré les réformes institutionnelles.
- **La mise en œuvre est lente** : L'élaboration de la stratégie nationale de migration a été bien accueillie par de nombreux membres de la diaspora comme une stratégie audacieuse et globale concernant la migration et l'engagement de la diaspora, mais l'écart entre l'élaboration et la mise en œuvre des politiques est une source de frustration et risque de désengagement. C'est un autre facteur qui alimente le manque de confiance mentionné ci-dessus.

11 L'Office des Tunisiens à l'étranger (OTE) : Art.14, loi n° 60-88 du 2 juin 1988.

12 TMinistère tunisien des affaires étrangères. Domaines de coopération prioritaires : [http://www.diplomatie.gov.tn/index.php?id=27&L=2&tx_ttnews\[backPid\]=27&tx_ttnews\[pointer\]=12&tx_ttnews\[tt_news\]=6056cHash=528bb871d5bf29394505c-c7516888ca4](http://www.diplomatie.gov.tn/index.php?id=27&L=2&tx_ttnews[backPid]=27&tx_ttnews[pointer]=12&tx_ttnews[tt_news]=6056cHash=528bb871d5bf29394505c-c7516888ca4)

13 Kriaa, M. et al (2012). Migrations des Tunisiens en Libye : Dynamiques, défis et perspectives, Tunis : Banque Africaine de Développement (BAD) et OIM, 2012.

14 <https://www.webmanagercenter.com/2018/12/03/427784/budget-2019-necessite-dune-strategie-nationale-pour-les-tunisiens-a-letranger/>

- **Manque de ressources pour l'engagement de la diaspora** : Les diasporas se sont plaintes que les ressources gouvernementales allouées à l'engagement de la diaspora, et en particulier les centres de proximité et les centres communautaires, sont insuffisantes pour mobiliser efficacement les contributions des diasporas en Europe et aux États-Unis.

SPOTLIGHT: pratiques efficaces



Programme de gouvernance et de stratégie en matière de migration (ProGres Tunisie)

MISE EN RÉSEAU
ET PARTENARIATS

Ce programme de partenariat vise à renforcer la gouvernance des migrations et la coordination institutionnelle en Tunisie, avec deux volets concernant l'engagement de la diaspora. Avec le soutien de l'ICMPD, le premier se concentre sur la gouvernance des migrations pour rendre opérationnelle la stratégie nationale de migration, mettre en œuvre une enquête statistique sur les migrations en Tunisie (TUNISIE -HIMS) et améliorer la coordination et la mise en œuvre des différentes composantes du programme. Le second, soutenu par la GIZ, se concentre sur la mobilisation de la diaspora et le développement des opportunités d'emploi et d'investissement par le biais de la mobilisation de la diaspora, y compris le soutien aux investisseurs de la diaspora.

INVESTISSEMENT +
ENTREPRENEURIAT

Faciliter l'investissement et l'entrepreneuriat de la diaspora

Cette initiative du ministère des affaires étrangères et de la Banque centrale de Tunisie facilite l'investissement et l'esprit d'entreprise de la diaspora, notamment en soutenant les jeunes entreprises, en numérisant les transactions et en assouplissant la réglementation des changes.

ENTREPRENEURIAT

MEETAfrica (Mobilisation Européenne pour l'Entrepreneuriat en Afrique)

Partenariat entre l'Agence française de développement (AFD) et Expertise France pour soutenir l'entrepreneuriat innovant de la diaspora, ce programme phare du processus de Rabat offre des conseils d'experts et un encadrement, ainsi qu'un accès à des fonds de démarrage, aux investisseurs de la diaspora dans différents pays africains. En Tunisie, il soutient une série d'entreprises de la diaspora dans des secteurs tels que la science et la technologie, la santé, les énergies renouvelables et l'agriculture biologique.

SANTÉ

Initiative commune Migration et Développement (JMDI) : Soutien au système socio-sanitaire du gouvernorat de Kasserine

Le gouvernorat de Kasserine s'est associé à la communauté tunisienne résidant en Toscane, en Italie, pour remédier au manque critique d'infrastructures sanitaires dans l'hôpital régional de Kasserine et les centres de santé environnants. L'initiative "Soutien au système socio-sanitaire du gouvernorat de Kasserine" visait à développer des ressources et des pratiques plus efficaces avec le soutien de la communauté tunisienne résidant en Italie, le Croissant Rouge National Tunisien, et le COSPE- Cooperazione per lo Sviluppo dei Paesi Emergenti.

DÉVELOPPEMENT
LOCAL

Guide d'investissement pour les Tunisiens résidant à l'étranger

Migration en tant que ressource : mobilisation de la diaspora tunisienne et stabilisation des communautés défavorisées en Tunisie. L'objectif du projet est de valoriser le potentiel de la diaspora pour contribuer de manière significative au développement économique des régions nord-ouest et sud-est de la Tunisie. Dans le cadre de ses efforts continus, le projet a introduit le "Guide d'investissement pour les Tunisiens résidant à l'étranger", une ressource informationnelle cruciale fournissant aux investisseurs de la diaspora des informations sur le climat d'investissement, ainsi que des étapes administratives détaillées et des procédures



pour investir en Tunisie. Dans sa deuxième phase, le projet étendra son impact pour inclure les Tunisiens résidant à l'étranger en Allemagne, en Arabie saoudite, en Côte d'Ivoire, en France et en Italie. Les aspects novateurs de la Phase 2 comprennent un soutien technique renforcé pour les entreprises afin qu'elles puissent pénétrer de nouveaux marchés et vendre des produits en ligne, avec une emphase continue sur le soutien aux groupes vulnérables, aux femmes et aux projets d'entreprise sociaux et solidaires pour un développement durable.

Nouveau guide pour les Tunisiens à l'étranger

L'Office des Tunisiens à l'étranger a lancé en 2022 une nouvelle édition du Guide des Tunisiens à l'étranger qui contient des informations pouvant être utiles à la diaspora sur les plans économique et social, ainsi que des conseils pratiques à la diaspora. Les sections comprennent un guide pour les services consulaires, les missions diplomatiques et les centres socio-culturels, un guide sur le climat économique, les avantages fiscaux et financiers pour la diaspora, et les guichets uniques. Il contient également un guide pour la couverture sociale des Tunisiens résidant à l'étranger, les prestations familiales et les accords bilatéraux au niveau social.

INFORMATIONS

Perspectives: Mobilité des jeunes professionnels tunisiens 2022-2026

Le programme de la Confédération suisse, en étroite collaboration avec les autorités tunisiennes, vise à impliquer la diaspora tunisienne dans le développement durable et à favoriser la migration circulaire qualifiée entre la Tunisie et les pays européens, dont la Suisse. Le projet encourage les membres de la diaspora en Suisse à investir en Tunisie et à renforcer leurs liens avec leurs communautés d'origine. De plus, il facilite la migration circulaire de jeunes professionnels tunisiens, offrant des opportunités d'expérience professionnelle en Suisse pour améliorer leurs compétences et contribuer à l'économie tunisienne à leur retour. Le programme se concentre également sur le soutien du gouvernement tunisien dans la création de structures de gouvernance efficaces pour intégrer la migration dans les cadres politiques, reconnaissant les avantages multifacettes des ressources de la diaspora au-delà de la dimension économique. L'initiative vise à créer un environnement propice à l'utilisation du capital humain et financier en cohérence avec la stratégie migratoire de la Tunisie.

JEUNESSE + POLITIQUE

Projet DIASDEV 2021

Le projet est une collaboration entre l'Agence Française de Développement et les Caisses des Dépôts au Maroc, en Tunisie, au Sénégal, en France et en Italie. Il vise à faciliter et sécuriser les flux financiers (remises, épargne, investissements) de la diaspora en Europe et en Afrique. L'objectif est de promouvoir le développement local grâce à l'utilisation productive de ces ressources financières. Les services comprennent l'analyse des modèles financiers de la diaspora, la cartographie des opérateurs pertinents, l'identification des lacunes du marché et la fourniture de recommandations dans trois composantes clés : une plateforme d'information, un soutien aux acteurs/opérateurs, et des instruments innovants de mobilisation de l'épargne. Le projet vise à centraliser l'information, promouvoir de bonnes pratiques, offrir un soutien technique et financier aux opérateurs liés à la diaspora, et créer des solutions innovantes via les Caisses des Dépôts pour des outils d'épargne sans risque bénéficiant aux territoires d'origine.

FINANCE + LOCAL
DEVELOPMENT

Annexe:

Liste des acteurs

Institutions liées à la diaspora

- **Au niveau régional**

Direction des citoyens de l'Union africaine et de la diaspora (AU CIDO) www.au-cido.int

La Tunisie est membre de l'Union africaine et désigne un point focal de la diaspora dans le cadre des réunions continentales de la Direction des citoyens de l'Union africaine et de la diaspora (AU CIDO).

Ligue arabe <http://www.leagueofarabstates.net/ar/Pages/default.aspx>

Communauté des États sahélo-sahariens

<https://web.archive.org/web/20110917064539/http://www.uneca.org/cen-sad/fr/index.htm>

- **Institutions nationales**

- Au niveau ministériel

Ministère des affaires sociales

Le ministère des affaires sociales est le ministère principal pour les questions de migration et pour les tunisiens à l'étranger. Il supervise l'Office des Tunisiens à l'étranger, l'Observatoire national des migrations et le Conseil supérieur des Tunisiens à l'étranger (voir ci-dessous).

Ministère des affaires étrangères (MAE)

Le MAE est responsable des affaires consulaires. Les agents consulaires tunisiens des affaires sociales conseillent la diaspora tunisienne dans les pays de résidence.

Ministère du développement, de l'investissement et de la coopération internationale (MDIIC)

Le MDIIC est responsable de la promotion des investissements et de la coopération au développement. En partenariat avec le ministère des affaires étrangères et la Banque centrale, il développe des programmes d'investissement pour la diaspora.

- Au niveau sous-ministériel

Office des Tunisiens à l'Étranger, OTE

L'Office des Tunisiens à l'étranger (OTE) tient une base de données sur les compétences de la diaspora et sur les personnes susceptibles de vouloir participer à des initiatives de développement. Cette base de données facilite les contacts entre les organisations, les groupes et associations de la diaspora et les acteurs de la société civile ; elle renforce leur capacité à constituer des réseaux efficaces, leur accès aux informations et le partage des connaissances, bien que cela reste assez théorique à ce stade.



Conseil Supérieur des Tunisiens à l'Étranger

Le Conseil est un organe consultatif de l'OTE (voir ci-dessus), annoncé en 2016, qui est né des propositions de la diaspora à partir de 2011, bien que des dispositions légales pour un tel organe aient été prises en 1990. Il doit être consulté sur les projets de lois et règlements, les conventions et traités internationaux relatifs aux tunisiens à l'étranger. Les décrets relatifs à sa création officielle devaient être publiés en 2018.¹⁵

Observatoire national pour la migration (ONM)

L'ONM est un établissement public administratif sous la tutelle du ministère des affaires sociales. Il est chargé de collecter des informations et des données connexes aux niveaux national et international, de veiller à leur mise à jour et à leur analyse régulière et de mener des recherches et des études sur les migrations. Son portail web permet d'accéder aux rapports et aux bases de données de l'ONM. L'ONM a commencé à travailler avec le ministère des affaires étrangères pour renforcer la collecte et la gestion des informations relatives aux migrations et à la diaspora, et en particulier la coordination institutionnelle.¹⁶ Une des activités de ce travail sera la révision et la mise à jour du répertoire "Jelia" des Tunisiens résidant à l'étranger. Portail de données de l'ONM : <http://data.migration.nat.tn/fr/>

Dar El-tounsi

L'OTE a créé le réseau d'espaces socioculturels Dar El-tounsi ("Maison du Tunisien") en 2000 afin de soutenir les activités de la communauté tunisienne, de concevoir et de mettre en œuvre des programmes de mentorat social pour la diaspora et de permettre aux jeunes de mener des activités culturelles et éducatives.¹⁷

Attachés sociaux

Créés à l'origine en 1972, les attachés sociaux sont affectés dans les ambassades et consulats tunisiens en Europe, au Canada et dans le monde arabe pour protéger les intérêts des ressortissants tunisiens à l'étranger, en termes de couverture sociale, de traitement des conflits conjugaux et d'aplanissement des difficultés rencontrées dans les domaines sanitaire, judiciaire et administratif.

Liste des organisations de la diaspora en Europe



Association des Tunisiens des Grandes Ecoles (ATUGE) France, Royaume-Uni 1990 www.atuge.org

Activités de développement

L'ATUGE est une association de professionnels de la diaspora tunisienne à but non lucratif. Réseau de plus de 3500 personnes, l'ATUGE regroupe des étudiants, des jeunes diplômés et des anciens élèves de grandes écoles françaises. L'ATUGE est présente à Tunis, Paris et Londres et gère un réseau international qui s'efforce de renforcer la coopération avec la Tunisie par le biais d'événements d'investissement organisés dans les trois villes et de mettre en relation les Tunisiens de la diaspora avec la Tunisie par le biais d'événements et de projets réguliers.

15 <https://www.webmanagercenter.com/2018/07/24/422655/les-decrets-portant-sur-la-creation-du-conseil-superieur-des-tunisiens-a-letranger-seront-bientot-publies-adel-jarbouj/>

16 Communication personnelle, ICMPD Tunisie, avril 2020

17 <http://consulat-tunisie.ca/>

Association de Soutien aux Enfants (ASSEN) France 2010 www.assen-asso.org

Activités de développement

L'ASSEN est une association humanitaire de la diaspora fondée par de jeunes tunisiens vivant en France. L'ASSEN aide les enfants les plus démunis en Tunisie et dans le monde.

Association des Compétences Tunisiennes résidant en Suisse (ACTS) Switzerland 2016

<https://www.asso-acts.ch/>

Activités de développement

ACTS s'emploie à mobiliser les compétences des Tunisiens résidant en Suisse afin de contribuer à la réalisation des objectifs prioritaires de développement de la Tunisie. ACTS vise à être le point de référence pour la consultation des experts de la diaspora tunisienne en Suisse dans des secteurs cibles tels que la santé, les TIC et la technologie, les services bancaires, l'économie verte, la gouvernance institutionnelle et les compétences non techniques, la finance, l'investissement et les exportations.

Association Tunisiens des Deux Rives France (T2RIV) France <https://www.t2riv.org/>

Activités de développement

Le T2RIV s'emploie à soutenir le peuple tunisien dans sa marche vers la liberté, la justice, la démocratie et le développement. Sa priorité est de fournir une assistance aux plus défavorisés par le biais d'activités sociales, humanitaires et économiques. Le ministère de la femme, de la famille et de l'enfance, en partenariat avec l'Association Tunisiens des Deux Rives France (T2RIV) et le gouvernorat de Sidi Bouzid, a mis en place un projet de développement local destiné à relancer le secteur agricole dans la région. Soutenues par les connaissances, les compétences pratiques et les transferts de fonds de la diaspora tunisienne en France, les femmes rurales de Sidi Bouzid sont aidées à s'engager activement dans des activités agricoles qui génèrent un revenu permanent.¹⁸

PONTES Ricerche e Interventi Italie 2006 <http://pontes.it/>

Activités de développement

PONTES Ricerche e Interventi est une organisation de la diaspora tunisienne en Italie, qui fait partie du réseau transnational de la société civile PONTES, qui opère entre l'Italie et la Tunisie et, plus généralement, entre l'Europe et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. PONTES a été fondé pour promouvoir la diversité et les actions d'intégration des migrants, avec un accent particulier sur l'intégration des jeunes de la deuxième génération et des femmes migrantes. Parmi ses projets figurent les centres de protection maternelle et infantile (PME) en Tunisie, et le projet COMACT DIASPORA visant à promouvoir l'esprit d'entreprise dans la diaspora.

¹⁸ Source: <http://www.migration4development.org/en/projects/profiles/tunisia>

Réseau ALYSSA France 2005

<https://www.facebook.com/pg/R%C3%A9seau-Alyssa-page-officielle-275194449168822/about/>

Activités de développement

Le Réseau ALYSSA est un réseau international de compétences tunisiennes. C'est une association apolitique de la diaspora qui rassemble un groupe de personnes d'origine tunisienne pour échanger, partager et créer de la valeur en solidarité avec la Tunisie. Le réseau, créé en 2005 à Lille, travaille à la mobilisation des compétences des Tunisiens à l'étranger pour le développement. Il collecte également des fonds pour des projets d'éducation en Tunisie. ALYSSA développe une plateforme d'OTE dédiée aux organisations de la diaspora tunisienne à travers le monde, destinée à servir de plate-forme pour les appels à projets dans différents domaines du développement, les rencontres économiques, les expositions culturelles, l'organisation d'une "semaine de la Tunisie", les visites et les stages ciblant la diaspora.

Rédigé par : **AFFORD**
Edité par : **EUDiF**
Avril 2020
Mis à jour en décembre 2023



Mis en oeuvre par



Financé par
l'Union européenne



Pour plus d'informations, visitez le site www.diasporaforddevelopment.eu